



Assemblée générale

Soixante-huitième session

Documents officiels

Distr. générale
8 novembre 2013
Français
Original : anglais

Deuxième Commission

Compte rendu analytique de la 24^e séance

Tenue au Siège, à New York, le mardi 29 octobre 2013, à 10 heures

Présidente : M^{me} Brown (Vice-présidente) (Jamaïque)

Sommaire

Point 25 de l'ordre du jour : Développement de l'agriculture, sécurité alimentaire et nutrition (*suite*)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible au Chef du Groupe du contrôle des documents (srcorrections@un.org) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).

13-53560X (F)



Merçi de recycler 



En l'absence de M. Diallo (Sénégal), M^{me} Brown (Jamaïque), Vice-présidente, assume la présidence.

La séance est ouverte à 10 h 5.

Point 25 de l'ordre du jour : Développement de l'agriculture, sécurité alimentaire et nutrition (*suite*)
(A/68/73-E/2013/59 et A/68/311; A/C.2/68/3)

1. **M^{me} Choudhry** (Inde) dit que, pour progresser à l'échelon mondial en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, il faut se pencher sur les problèmes relatifs à la disponibilité de denrées alimentaires et à leur accès, à la stabilité des prix, à la consommation, à la sous-alimentation, à la malnutrition, à la santé et à l'assainissement. La sécurité alimentaire ne peut être assurée uniquement par des mesures prises à l'échelon national, étant donné le rôle des facteurs systémiques et structurels internationaux qui ont une influence sur la volatilité des prix, et les pratiques spéculatives des marchés des produits de base. Des subventions agricoles qui faussent les conditions normales des échanges ont permis aux pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques de faire des bénéfices tout en obligeant les pays en développement à fixer les prix actuellement offerts aux agriculteurs pauvres par rapport à des prix de référence dépassés.

2. Le droit à l'alimentation doit être reconnu comme un droit fondamental et il faut être conscient des liens essentiels qui existent entre la sécurité alimentaire et le manque de revenus. Il faut s'inspirer de la réussite de la collaboration internationale qui a engendré la Révolution verte, en partie en adoptant des régimes de droits de propriété intellectuels plus souples à l'échelon mondial.

3. Afin de changer des structures de consommation précaires, le monde développé doit prendre conscience du gaspillage de denrées alimentaires. De plus, de mauvaises infrastructures et le manque de technologies de pointe sont à l'origine, dans les pays en développement, de pertes après-récolte considérables et inacceptables; ce problème doit être abordé en augmentant l'investissement en milieu rural et en améliorant l'accès à la technologie. Enfin, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes sont des éléments clés de la sécurité alimentaire.

4. **M^{me} Al-Hadid** (Jordanie) dit que la croissance agricole peut s'avérer plus efficace pour réduire la pauvreté que la croissance imputable à d'autres

secteurs économiques et qu'elle peut ainsi contribuer à alléger la pauvreté, la faim et la malnutrition dans le monde entier. Afin d'augmenter la production alimentaire malgré le manque de ressources, il est nécessaire de redynamiser les économies rurales, d'améliorer l'accès à la recherche et à la technologie, de renforcer le commerce mondial et de réduire les pertes et le gaspillage de denrées alimentaires. La pauvreté et l'insécurité alimentaire sont concentrées dans les zones rurales où les agriculteurs possèdent de petites parcelles de terres agricoles incultes.

5. La Jordanie étant fortement urbanisée, elle dépend beaucoup des importations de denrées alimentaires et de combustibles ce qui pose problème pour répondre aux besoins du pays en produits alimentaires et en eau. En conséquence, différents projets de développement ont été entrepris pour construire un secteur agricole moderne, davantage orienté vers l'exportation.

6. **M. Back** (Australie) dit que la région Asie-Pacifique a montré la voie à suivre en matière de développement agricole, les progrès étant étayés par des politiques économiques rationnelles et un pouvoir national fort, notamment en Chine, en Indonésie, au Viet Nam et aux Philippines. Cependant, la médiocrité des infrastructures empêche encore les économies en développement de se lancer sur les marchés mondiaux. De plus, le monde est confronté à l'insuffisance des investissements dans la recherche agricole, à un arrêt de l'accroissement de la productivité et à une pénurie d'experts et de chercheurs dans le domaine de l'agriculture. Il faut donc avoir recours au secteur privé pour satisfaire les besoins d'investissement.

7. De nombreux pays sont confrontés au double fardeau de la malnutrition et de l'augmentation de l'obésité. La sécurité alimentaire s'améliore lorsque les obstacles à la participation des producteurs des pays en développement au commerce agricole international sont levés et que les subventions à l'agriculture sont éliminées.

8. **M^{me} Medvedeva** (Fédération de Russie) dit que, malgré certains progrès, la crise alimentaire mondiale persiste. Le manque de capacités scientifiques et techniques des pays, les déséquilibres de l'économie mondiale, la volatilité des prix des produits de base, l'instabilité de la consommation et de la production, la dégradation de l'environnement et la diminution de la biodiversité compliquent encore la recherche d'une

solution. Elle insiste également sur l'impact négatif de l'utilisation irrationnelle des ressources alimentaires pour la production massive de biocarburants.

9. Le programme de développement pour l'après-2015 doit comprendre des mécanismes mondiaux de gestion de la sécurité alimentaire. Le développement des terres rurales, l'accroissement de la productivité dans le secteur agro-industriel, le renforcement de la transparence et de l'efficacité des marchés agricoles et l'amélioration de la sécurité alimentaire des groupes de population vulnérables sont au nombre des mesures importantes à prendre.

10. S'étant félicitée des initiatives prises par plusieurs organismes des Nations Unies en vue de réduire la faim et d'améliorer la sécurité alimentaire, elle signale que la Fédération de Russie accorde une attention primordiale à cet objectif dans les organisations et groupements internationaux et qu'elle collabore avec le Programme alimentaire mondial. Son pays accroît son aide alimentaire aux membres de la Communauté des États indépendants et aux pays d'Asie et d'Afrique.

11. **M^{me} Brooke** (États-Unis) déclare que l'obligation morale qu'ont les États-Unis de diriger la lutte contre la faim et la malnutrition a été l'élément moteur de plusieurs de leurs initiatives, en particulier celle de Feed the Future. La nutrition doit être au premier plan de tous les efforts concernant la sécurité alimentaire; en effet une bonne nutrition pendant la période critique de 1 000 jours allant de la grossesse d'une femme jusqu'au deuxième anniversaire de son enfant a l'impact le plus fort qui soit pour sauver des vies et améliorer le développement des enfants pendant toute leur existence.

12. Les changements climatiques sont un problème crucial pour la production alimentaire. Les États-Unis et d'autres partenaires ont donc lancé l'Alliance pour une agriculture adaptée au climat afin de fixer des objectifs représentant un idéal pour 2030, de rechercher des possibilités d'action, de renforcer la résilience des communautés et d'accélérer la mise en œuvre de pratiques agricoles adaptées au climat. Ces questions, tout comme le problème toujours plus important du gaspillage et des pertes de denrées alimentaires, doivent être traitées par le biais d'investissements responsables dans la recherche et le développement afin de concevoir de nouvelles méthodes permettant d'augmenter les revenus,

d'améliorer la nutrition, de réduire le gaspillage et de renforcer la résilience des populations démunies. Cependant, le partage et le transfert de technologies entre les parties prenantes doit toujours être volontaire et se faire dans des conditions mutuellement convenues : un exemple de réussite est le projet du maïs efficace pour l'eau pour l'Afrique.

13. Les partenariats entre donateurs, organisations internationales, secteur privé et société civile, ainsi qu'entre parties prenantes sur le terrain, par exemple les petits agriculteurs, sont tous nécessaires. L'adhésion nationale est essentielle à la réussite du développement et les pays en développement doivent participer directement à la conception de programmes axés sur leurs points forts et leurs besoins spécifiques.

14. **M. Msosa** (Malawi) fait remarquer que, même si le monde produit plus de nourriture que jamais, l'insécurité alimentaire augmente. Le Malawi est bien doté en terres arables et en eau mais sa population a augmenté et ses ressources ne sont ni pleinement ni durablement utilisées, principalement en raison d'un manque de technologies appropriées et abordables. La région subsaharienne est malheureusement toujours victime d'une famine omniprésente et déshumanisante. Le Malawi a donné la priorité à la croissance agricole non seulement comme moyen de parvenir à la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages mais aussi comme moyen de générer des richesses et comme source potentielle de la croissance économique nationale.

15. Grâce à l'appui de la Nouvelle Alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition lancée par le Groupe des 8 en 2012, le secteur agricole du Malawi a connu une très forte impulsion. Il encourage d'autres partenariats vigoureux avec le secteur privé et des politiques favorables à l'investissement.

16. **M. AlAjmi** (Koweït) dit qu'il est essentiel de soutenir les efforts des pays les moins avancés pour parvenir à la sécurité alimentaire et à une vie digne pour tous. Même si les changements climatiques ont une incidence sur toutes les nations, ils présentent des problèmes particuliers pour les pays en développement et menacent l'existence même de certains petits États insulaires. Sa délégation demande instamment à la communauté internationale de redoubler d'efforts pour réduire les effets des changements climatiques, conformément aux plans internationalement approuvés pour améliorer l'utilisation de l'énergie, diversifier les

sources d'énergie et aider à échanger des technologies à faibles émissions. Le développement de l'agriculture doit être au centre du programme de développement pour l'après-2015.

17. Depuis sa création en 1961, le Fonds koweïtien pour le développement économique arabe a recueilli 18 milliards de dollars. Le pays a également décidé d'augmenter ses contributions volontaires annuelles à un certain nombre d'institutions, programmes et fonds des Nations Unies afin de soutenir les activités humanitaires et de renforcer la coopération.

18. **M. Naing** (Myanmar) convient qu'il est nécessaire de promouvoir, renforcer et soutenir l'agriculture durable afin d'améliorer la sécurité alimentaire, d'éliminer la faim et d'assurer la viabilité de l'économie. Le Myanmar se félicite de l'approbation de deux documents très importants à la quarantième session du Comité sur la sécurité alimentaire mondiale, tenue à Rome en octobre 2013, et donne son accord aux recommandations concernant l'investissement dans les petites exploitations agricoles et les biocarburants.

19. L'agriculture est devenue un secteur axé de plus en plus sur le marché que régi par une politique. Il est très important que les pays en développement aient accès aux marchés pour qu'ils puissent tirer profit d'un tel changement. Les faiblesses de la production, la volatilité des prix, les subventions agricoles et les distorsions du commerce restent une menace pour la sécurité alimentaire mondiale et pour les économies en développement en particulier. L'agriculture est le secteur qui contribue le plus au produit intérieur brut (PIB) du Myanmar. Non seulement le pays est capable de faire face seul à ses besoins alimentaires mais il est aussi un des principaux exportateurs de riz et de certaines légumineuses et fèves. Néanmoins, de vastes réformes ont été entreprises dans l'agriculture et le Myanmar souscrit pleinement à l'idée que les pays développés doivent fournir une aide financière publique et transférer les technologies appropriées afin de mettre en place des pratiques agricoles durables.

20. **M^{me} Dwyer** (Irlande) dit que, pour des raisons complexes et interdépendantes, l'insécurité alimentaire et la malnutrition se manifestent de diverses manières dans les différentes régions du monde. Les interventions de secours à court terme doivent faire partie intégrante des stratégies à plus long terme. L'Irlande a alloué 20 % de son budget d'aide à des activités liées à la faim, en s'efforçant de veiller à ce

que les programmes qu'elle soutient ne soient pas simplement axés sur la quantité de produits alimentaires mais aussi sur leur qualité. Elle s'est également engagée à doubler ses dépenses pour la nutrition d'ici à 2020 puisque le bénéfice sur investissement dans ce domaine est très élevé et a des effets durables sur la stabilité et la prospérité du pays.

21. Pour élaborer de bonnes politiques et définir des mesures ciblées, il est essentiel de mettre l'être humain au centre des débats sur la sécurité alimentaire et de donner aux agriculteurs les moyens dont ils ont besoin. L'Irlande a contribué à réduire la faim dans le monde en stimulant la productivité des petits exploitants agricoles, en particulier en autonomisant les femmes et les agriculteurs de l'Afrique subsaharienne, en s'attaquant à la malnutrition chez les nourrissons, les enfants et les mères, en promouvant la gouvernance et en encourageant les dirigeants à réduire la faim dans le monde aux niveaux national et international. La communauté internationale ne doit pas se concentrer exclusivement sur l'amélioration de la productivité agricole et sur de simples mesures de sécurité alimentaire; elle doit plutôt mettre l'accent sur l'amélioration de la santé et de la nutrition des couches les plus pauvres de la société.

22. **M^{me} Martina** (Ukraine) dit que l'Ukraine appuie vigoureusement le Système d'information sur les marchés agricoles créé par le Groupe des 20 et elle est fière d'avoir participé au projet. Son pays a présenté également sa candidature à la présidence de l'Organisation en 2014. L'Ukraine a également adopté une stratégie de développement de l'agriculture pour 2020 qui a pour but de fournir à sa population des produits alimentaires d'excellente qualité, sûrs et abordables, et de tenter de venir à bout de la faim dans le monde.

23. Des échanges commerciaux ouverts et fondés sur des règles, soutenus par des marchés qui fonctionnent bien sont essentiels pour promouvoir la croissance et garantir la sécurité alimentaire. En conséquence, l'Ukraine et l'Union européenne sont sur le point de signer un accord pour créer une zone de libre échange étendue et complète.

24. **M^{me} Richards** (Jamaïque) dit que, comme beaucoup de pays en développement, la Jamaïque est confrontée à une baisse de la production alimentaire et qu'elle est de plus en plus dépendante des importations. Les difficultés économiques nationales

ont été à l'origine de problèmes de sécurité alimentaire pour les couches les plus vulnérables de la population. La politique de la Jamaïque en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle tente de garantir à toute la population un accès constant à des approvisionnements suffisants en produits sûrs pour qu'elle ait un régime nutritionnellement approprié et, ce faisant, de maintenir la santé et le bien-être de tous.

25. La sécurité alimentaire est un droit fondamental de tous les citoyens quel que soit leur condition socioéconomique. Une loi nationale sur la sécurité alimentaire sera votée afin de garantir que la production d'un groupe restreint de produits alimentaires atteigne un seuil minimum. Le programme de développement pour l'après-2015 devra fixer des objectifs ambitieux.

26. **M. Naanda** (Namibie) déclare que les moyens de subsistance de beaucoup de Namibiens reposent, directement ou indirectement, sur l'agriculture et que cette forme d'agriculture satisfait les besoins d'environ 48 % des ménages ruraux. Tout comme la région dans son ensemble, le pays est confronté à une sécheresse chronique, au manque d'eau, à la dégradation des terres et aux effets des changements climatiques. De plus, la Namibie lutte encore pour remédier à la distribution historiquement faussée des terres et au fait qu'une petite minorité continue à avoir accès à la plus grande partie des terres arables du pays.

27. Le plan de développement national est conçu en vue de diversifier les pratiques et produits agricoles, créer des emplois, améliorer la compétitivité, développer les marchés aux niveaux local, régional et international, garantir l'accès à l'eau potable et aux services d'assainissement de base, promouvoir la gestion intégrée de l'environnement, améliorer les cadres réglementaires, promouvoir les normes de sécurité alimentaire et, surtout, garantir la sécurité alimentaire. Il ne faut pas sous-estimer le rôle des femmes dans l'agriculture et la production alimentaire et il convient d'intégrer l'égalité entre les sexes dans tous les programmes de développement.

28. **M. Essohanam** (Togo) dit que le Togo a adopté la Stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi qui a pour but d'améliorer les revenus des agriculteurs, de garantir la sécurité alimentaire et de réduire chaque année la pauvreté rurale d'au moins 5 %. L'excédent céréalier du Togo qui en résulte permettra aux agriculteurs de vendre une partie de leur

récolte à l'État et de réinvestir dans des projets susceptibles d'accroître la productivité agricole.

29. Dans le cadre de la Déclaration d'Abuja sur le développement de l'agroalimentaire et de l'agro-industrie en Afrique, le Togo envisage de se concentrer sur les principaux problèmes auxquels sont confrontés le développement de l'agriculture et de la pêche afin de garantir la sécurité alimentaire et d'augmenter les revenus des populations rurales. Des zones agricoles seront créées afin d'étendre la superficie moyenne des activités agricoles, d'introduire la mécanisation appropriée et d'améliorer la productivité et la compétitivité. Le Togo s'inquiète également de la dégradation de l'environnement et s'efforce de promouvoir l'agroforesterie, de soutenir les efforts collectifs de conservation des ressources naturelles, de lutter contre les espèces de plantes aquatiques invasives, de créer des forêts communautaires, d'identifier et de diffuser des pratiques agricoles adaptées au climat et de soutenir les efforts des communautés en faveur de la conservation de la biodiversité. Le Togo demande instamment à ses partenaires au développement de l'aider à atteindre ces objectifs.

30. **M. Bengaly** (Burkina Faso) dit que le droit à l'alimentation n'est de loin pas respecté. Pays sans littoral en développement, le Burkina Faso est confronté à de sérieux problèmes de changement climatique. De plus, l'insuffisance des chutes de pluie, associée à des méthodes de culture traditionnelles peu économiques et à une pression démographique croissante, contribue à la dégradation des terres et des ressources en eau. Le pays a donc adopté une politique nationale de régime foncier en partenariat avec le Millennium Challenge Account des États-Unis pour promouvoir durablement la sécurité alimentaire et la nutrition, stimuler la croissance économique et réduire la pauvreté. Il prend aussi d'autres mesures visant à encourager la mécanisation, les cultures hors-saison et l'extension des périmètres irrigués, ainsi que pour créer des chambres régionales de l'agriculture.

31. Le Burkina Faso se félicite de la Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition lancée par le Groupe des 8. Le financement fourni par ce programme permettrait à 1,6 million de personnes au Burkina Faso d'échapper à la faim et à la pauvreté d'ici à 2022.

32. **M. Jiménez** (Nicaragua) dit que l'ordre économique international injuste qui prédomine fait

obstacle aux efforts déployés par les pays en développement pour pratiquer une agriculture viable et parvenir à la sécurité alimentaire que seuls peuvent assurer une croissance économique équitable, la génération d'emplois et de revenus et les progrès technologiques, en particulier dans le secteur agricole. Innovation technologique, accès à la technologie, coopération, renforcement des capacités et partage des meilleures pratiques peuvent favoriser l'agriculture durable. Les technologies doivent permettre d'accroître la productivité et de faire face aux changements climatiques.

33. La stratégie nationale de sécurité alimentaire du Nicaragua lui a permis d'atteindre la cible 1.C des objectifs du Millénaire pour le développement. En 2013, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance a désigné le Nicaragua comme le pays d'Amérique latine et des Caraïbes ayant fait la plus forte percée dans le domaine de la malnutrition chez l'enfant. Un certain nombre de programmes sociaux nationaux destinés aux femmes sont en place, notamment un projet de l'Initiative Défi « Faim zéro ». Il leur donne des outils pour produire de la nourriture et leur offre des possibilités de s'associer à des coopératives et de participer plus activement à la production agricole. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a rendu hommage au Nicaragua pour ses politiques sociales de lutte contre la faim. La volonté politique, l'investissement dans des programmes de microcrédit et l'autonomisation économique et sociale des plus défavorisés sont des éléments indispensables à l'éradication de la faim.

34. **M. Gave** (France) dit qu'il est indispensable de soutenir les agriculteurs dans la lutte contre la pauvreté. L'investissement dans l'agriculture est en moyenne deux fois plus efficace que dans n'importe quel autre secteur. Les mesures de soutien à l'agriculture doivent se fonder sur quatre domaines prioritaires. Premièrement, l'agriculture familiale a le plus fort potentiel de production et de création d'emplois et elle est à l'origine de la plus grande partie du revenu rural. La communauté internationale doit encourager les petites exploitations agricoles, respectueuses de l'environnement et génératrices de richesses et d'emplois. Deuxièmement, la communauté mondiale doit adopter un nouveau modèle agricole : les grandes exploitations et les exploitations familiales traditionnelles et très productives dans les pays développés comme dans les pays en développement

doivent adopter des méthodes écologiquement rationnelles. Il est indispensable d'appliquer des pratiques d'agriculture durable qui atténuent les effets des changements climatiques et soient adaptées au réchauffement de la planète. Troisièmement, dans les pays développés, il faut réduire les pertes et le gaspillage alimentaires à chaque étape de la production, et de la consommation. Enfin, la communauté internationale doit mettre en œuvre des politiques et des interventions ayant fait leur preuve dans le domaine de la nutrition. La malnutrition maternelle et infantile entrave le développement de sociétés entières. Le mouvement pour le renforcement de la nutrition (Mouvement SUN) est digne d'éloges.

35. L'investissement public et privé dans l'agriculture est nécessaire mais l'investissement commercial et l'aide publique au développement doivent faire en sorte de ne pas nuire aux communautés visées. S'agissant de la monopolisation des terres par exemple, les Directives volontaires de la FAO pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale sont d'importance cruciale. L'investissement doit avoir des avantages tangibles pour les petits propriétaires terriens en améliorant leurs conditions de vie et en contribuant à la sécurité alimentaire, comme le soulignent les Principes pour un investissement agricole responsable élaborés conjointement par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, la FAO, le Fonds international de développement agricole et la Banque mondiale. Il faut donc s'attaquer aux causes de l'insécurité alimentaire en créant des cadres d'emploi décent et d'assistance pour soutenir les plus vulnérables, améliorer les processus de production agricole et les marchés afin d'assurer un régime alimentaire varié, et garantir l'accès aux services essentiels tels que soins de santé à la mère et à l'enfant, eau potable et éducation de base. L'Organisation des Nations Unies a un rôle vital à jouer dans la mobilisation de la communauté internationale pour éliminer la faim. La France appuie pleinement l'Initiative du Secrétaire général Défi « Faim zéro ».

36. **M. Gumende** (Mozambique) dit qu'une croissance socioéconomique rapide, sans exclusion et durable est la clé de la sécurité alimentaire. Il est d'importance critique de développer les infrastructures de base et de créer des emplois. Il est indispensable de

renforcer la sécurité alimentaire et la gouvernance dans le domaine de la nutrition, d'améliorer les semences, la gestion de l'eau, l'accès à l'eau, le stockage des denrées alimentaires et les systèmes de marché. Le Plan stratégique de développement agricole du Mozambique, qui a pour but de garantir une nutrition adéquate pour toute la population, a donné des résultats positifs. La production alimentaire a augmenté de 7 % en 2012/13 et le pays a produit des excédents de maïs, de manioc et de fèves. Le Mozambique alloue 10 % de son budget national à l'agriculture et il a enregistré dans ce secteur un taux de croissance annuel de 6 % au moins grâce à un plan national d'investissement dans le cadre du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine

37. En dépit des progrès accomplis, au Mozambique 43 % des enfants de moins de 5 ans sont atteints de malnutrition. Les initiatives de lutte contre la faim et la malnutrition ont une importance vitale. Comme l'ont récemment souligné les dirigeants du Mouvement pour le renforcement de la nutrition, il faut des cadres politiques et davantage de ressources financières. Les femmes, les jeunes et les collectivités locales doivent jouer un rôle dans les actions liées à la nutrition.

38. La neuvième Conférence des chefs d'État et de gouvernement de la Communauté des pays lusophones qui s'est tenue en 2012 a donné une impulsion à la réalisation de l'objectif 1 des OMD. L'éradication de la faim et de la malnutrition est d'importance critique à la fois dans le cadre des OMD et du programme de développement pour l'après-2015.

39. **Mr Estreme** (Argentine) dit que, pour répondre aux besoins de la faim et de la croissance démographique au niveau mondial, l'Argentine a substantiellement augmenté sa production de céréales pour l'exportation. Elle produit maintenant 100 millions de tonnes, grâce à la collaboration entre le secteur privé et le Gouvernement.

40. La pauvreté et la répartition injuste des richesses sont responsables de la faim; ce n'est pas la volatilité des prix. La baisse artificielle des prix des produits de première nécessité n'est pas un remède à la volatilité des prix. Le protectionnisme des marchés agricoles, notamment les subventions à l'agriculture des pays développés, a de profondes répercussions sur des régions étendues, en particulier l'Amérique latine et les Caraïbes, en décourageant l'investissement et en limitant le développement, le potentiel de production et

la capacités d'exportation de ces pays. La spéculation financière est à l'origine de la volatilité des prix et les marchés doivent être réglementés pour la juguler. Le protectionnisme empêche les pays en développement d'avoir accès aux marchés. Les subventions ouvrent la porte à la concurrence déloyale, ont des effets négatifs sur la production à valeur ajoutée et sur l'investissement dans les pays en développement.

41. Le Cycle de Doha doit donner la priorité aux réformes des politiques agricoles attendues depuis longtemps. Il faut que les membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) commencent à se conformer au mandat de l'Organisation concernant l'agriculture à sa neuvième Conférence ministérielle.

42. La communauté internationale doit prendre des mesures pour créer un marché international favorable au développement agricole, fondé sur trois priorités. Premièrement, les subventions des pays développés qui ont des incidences négatives sur les marchés doivent être supprimées. Deuxièmement, les nouvelles technologies doivent être adaptées en fonction des limites que connaissent les petits agriculteurs. Troisièmement, il faut encourager l'investissement dans les infrastructures et la technologie dans tous les pays et en particulier dans ceux ayant un potentiel de production agricole à grande échelle. Pour éliminer la faim dans le monde, une perspective intégrée s'impose.

43. **M. García Landa** (Mexique) dit que les fluctuations du marché, les pressions environnementales et les changements climatiques constituent des problèmes importants pour le développement durable de l'agriculture et la sécurité alimentaire. Le Mexique soutient tous les programmes conçus pour promouvoir la coopération dans la lutte contre l'insécurité alimentaire, notamment l'Initiative Défi « Faim zéro » et le Mouvement pour le renforcement de la nutrition. Les problèmes économiques auxquels sont actuellement confrontés les gouvernements ne devraient pas reléguer au second plan leurs efforts de réalisation des OMD.

44. Une plus grande transparence des marchés financiers est nécessaire pour mettre en place un système commercial plus stable et plus ouvert, propice à la croissance et à l'élimination de la pauvreté. Le Système d'information sur les marchés agricoles et son Forum de réaction rapide, hébergé par la FAO, pourraient aider à prévenir les crises alimentaires à l'avenir.

45. La Croisade nationale contre la faim, lancée récemment par le Mexique, a réuni le Gouvernement, les secteurs public et privé et des organisations internationales en vue d'améliorer la nutrition, d'augmenter les revenus des petits agriculteurs, de réduire au minimum les pertes et le gaspillage après-récolte et de promouvoir la participation des collectivités à la lutte contre la faim. Le Gouvernement renforce la stabilité et la compétitivité du secteur financier afin de lui permettre de mieux soutenir l'agriculture. Il améliore les infrastructures et les systèmes de transport afin de réduire les coûts et d'améliorer la connectivité pour les cultivateurs et les consommateurs.

46. Le programme de développement pour l'après-2015 doit adopter une approche complète et intégrée du développement de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et de la nutrition. La coopération internationale est indispensable; la coopération Sud-Sud et triangulaire a un fort potentiel, en particulier en ce qui concerne le partage des technologies, des progrès scientifiques, de l'expérience et des meilleures pratiques. Les organisations publiques, privées et internationales doivent aussi collaborer pour améliorer la sécurité alimentaire.

47. **M. Chipaziwa** (Zimbabwe) dit que l'agriculture est l'épine dorsale de l'économie du Zimbabwe et un moteur de croissance et d'élimination de la pauvreté. Le Gouvernement a mis en œuvre des mesures d'amélioration de l'agriculture et de la sécurité alimentaire du pays, notamment la modernisation du secteur agricole. Il continue à investir dans les infrastructures rurales, en mettant l'accent sur le transport, les communication, l'énergie, l'eau et l'assainissement.

48. Pour diverses raisons (les plus importantes étant les changements climatiques, des ressources financières limitées et les sanctions économiques), les agriculteurs zimbabwéens produisent moins qu'ils le pourraient. Le Zimbabwe est fortement préoccupé par la baisse du financement du développement de l'agriculture fourni par les institutions financières internationales et les donateurs bilatéraux, enregistrée depuis 1990. Les partenaires au développement doivent respecter leurs engagements et, ce qui est plus important encore, leur appui doit échapper à toute considération politique. Les subventions à l'agriculture qui faussent les échanges ont poussé les pays en développement hors des marchés internationaux. Les

membres de l'OMC doivent mener à son terme le Cycle de Doha d'une manière favorable aux pays en développement, en particulier en supprimant les barrières tarifaires et commerciales. Il est nécessaire d'adopter une nouvelle approche de l'agriculture et du commerce international, qui donne la priorité à l'autonomisation des petits exploitants et des communautés rurales et conduisent à la souveraineté et la sécurité alimentaires. La communauté internationale doit soutenir les pays en développement dans les efforts qu'ils déploient pour atténuer les effets des changements climatiques en contribuant au Fonds vert pour le climat et en les aidant à développer des cultures saisonnières résistantes à la sécheresse et de courte durée, des infrastructures d'irrigation et des techniques de conservation de l'eau.

49. **M. Do Hung Viet** (Viet Nam) dit que la disponibilité de produits alimentaires est l'objectif premier de la sécurité alimentaire. Les États doivent réserver des terres pour la production alimentaire et développer une agriculture adaptée au climat. Il faut donc investir dans la recherche et le développement ainsi que dans la production. Les efforts déployés aux niveaux national et international doivent favoriser l'utilisation durable des ressources. Des systèmes efficaces de distribution sont nécessaires, au niveau tant national que mondial. La communauté internationale doit établir des conditions favorables à une croissance économique inclusive et équitable pour permettre de créer des emplois et de générer des revenus et de donner à chacun la possibilité de se procurer les denrées disponibles. Des systèmes d'alerte rapide pour prévenir les crises économiques ou climatiques ou en atténuer les effets sont importants pour garantir en tout temps un accès stable à des produits alimentaires appropriés.

50. Bien que le secteur agricole du Viet Nam se rétracte, il représente encore près de 20 % du PIB et reste l'une des forces motrices de l'élimination de la pauvreté. Le Viet Nam est l'un des 36 pays ayant déjà atteint l'objectif 1 des OMD. Grâce à sa politique stratégique, alors qu'il était tributaire des importations de denrées alimentaires, le Viet Nam est devenu l'un des plus grands exportateurs mondiaux, fournissant environ un cinquième du riz exporté dans le monde. Le Viet Nam partage ses connaissances avec d'autres pays en développement, d'Afrique en particulier, dans le cadre de la coopération triangulaire.

51. Malgré de nombreuses améliorations, les changements climatiques et les catastrophes naturelles continuent à entraver les efforts du Viet Nam pour parvenir à la sécurité alimentaire. L'investissement limité, la volatilité des prix mondiaux, les mesures protectionnistes et les subventions des pays développés ont des effets défavorables sur son secteur agricole. Le Viet Nam reste déterminé à relever le défi de la sécurité alimentaire dans le monde.

52. **M. Madisa** (Botswana) dit qu'il est nécessaire d'apporter des ressources à l'Afrique subsaharienne si l'on veut éliminer la faim en général. Le développement de l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition doivent rester au centre des initiatives de développement et du programme de développement pour l'après-2015. L'agriculture de subsistance du Botswana a toujours été tributaire de la pluie, en particulier dans les zones rurales. Les changements climatiques ont rendu les chutes de pluie sporadiques et imprévisibles ce qui a entraîné des pertes sérieuses et une diminution de la contribution de l'agriculture à l'économie du pays. Les changements climatiques ont également des répercussions sur la valeur nutritive des produits traditionnels, ajoutant encore aux difficultés pour parvenir à la sécurité alimentaire et à une bonne nutrition. Le Programme d'appui intégré pour le développement des terres arables du Gouvernement aide les cultivateurs à financer leurs opérations agricoles, les labours, la gestion des cultures et l'acquisition de produits essentiels tels que semences, engrais et matériaux de clôture. Le Botswana demande à la communauté internationale de l'aider à poursuivre ses projets agricoles. La nutrition est liée à des facteurs économiques, sociaux et environnementaux et il faut la prendre en compte de manière intégrée dans le programme de développement pour l'après-2015 de manière intégrée.

53. **M^{me} Pacheco** (Bolivie) dit que la formulation du programme de développement pour l'après-2015 pose problème dans un monde qui produit suffisamment de nourriture pour tous ses habitants mais qui, de tout temps, l'a répartie de manière très inéquitable. La Bolivie propose une série de priorités concernant la sécurité alimentaire et la nutrition, notamment renouveau des connaissances et des techniques communautaires de production de denrées alimentaires, axé sur l'alimentation considérée comme un remède et comme une partie intégrante de l'identité culturelle, protection des populations contre la malnutrition en

contrôlant la commercialisation des produits alimentaires mauvais pour la santé, sanctions contre la spéculation financière fondée sur la production et la commercialisation des produits alimentaires, priorité accordée à des cultures destinées à nourrir les populations plutôt qu'à produire des biocarburants.

54. Prenant note que 2013 a été proclamée Année internationale du quinoa, elle dit que le quinoa a une valeur nutritionnelle élevée et qu'il est aussi précieux pour sa diversité génétique, sa capacité d'adaptation à des conditions climatiques variées et ses avantages culturels et socioéconomiques.

55. Le Gouvernement bolivien a mis en œuvre des politiques de soutien des agriculteurs, par exemple en leur accordant des crédits sans intérêt pour la production de cultures telles que blé, soja, riz et maïs et en proposant un programme de redistribution des terres afin de démocratiser l'accès à la terre, qui a fleuri sous la présidence d'Eva Morales. Le recensement de l'agriculture en 2013 permettra de recueillir des données qui contribueront à l'élaboration d'une politique stratégique de sécurité alimentaire.

56. **M. Van Oosterom** (Pays-Bas) dit que la sécurité alimentaire est liée à la paix, la justice et le développement tandis que l'insécurité alimentaire l'est à la criminalité croissante, à la violence et à l'agitation sociale. Il y a un rapport évident entre les droits politiques et sociaux d'une part et la sécurité alimentaire et la nutrition de l'autre.

57. Les Pays-Bas sont en faveur d'une approche coordonnée, en particulier de la part des institutions ayant leur siège à Rome et de l'Organisation des Nations Unies. Leur Mission permanente à New York contribue aux débats sur la sécurité alimentaire dans le cadre du Groupe des amis de la sécurité alimentaire et de la nutrition, une plateforme informelle qui réunit des pays, l'ONU, le secteur privé et la société civile. La sécurité alimentaire ainsi que les objectifs du Millénaire pour le développement doivent faire partie intégrante du programme de développement pour l'après-2015. Les Pays-Bas appuient l'Initiative Défi « Faim zéro » ainsi que des méthodes innovantes de lutte contre l'insécurité alimentaire. Ils considèrent qu'il est d'importance vitale que les petits agriculteurs aient accès au financement.

58. Il est nécessaire d'adopter une approche générale intégrée de la sécurité alimentaire et nutritionnelle associant aide, gouvernance mondiale et commerce

international. Des directives, établissant un lien entre investissement privé dans l'agriculture et préoccupations et objectifs publics doivent être élaborées sur la base d'un consensus. Il serait possible d'obtenir des résultats positifs si les gouvernements, le secteur privé, les universités et la société civile se concertaient pour aboutir à une vision commune. Les Pays-Bas, deuxième exportateur mondial de produits agricoles, sont prêts à partager leurs compétences considérables dans ce domaine. Ils continueront à participer activement à des initiatives mondiales concernant la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la recherche et le développement pour une agriculture adaptée au climat et aux efforts de réduction du gaspillage de denrées alimentaires et de promotion de la santé des océans, en particulier en leur qualité nouvelle de Président du Comité de la sécurité alimentaire mondiale.

59. **M. Šćepanović** (Monténégro) dit que le développement de l'agriculture et des régimes alimentaires durables sont des priorités stratégiques pour le Monténégro. L'agriculture et le développement rural sont d'importance cruciale pour réduire les disparités régionales et éliminer la pauvreté. Un secteur agricole dynamique pourrait atténuer les effets des crises financières sur d'autres industries; les terres arables sont donc une ressource précieuse.

60. Le Monténégro s'attache à harmoniser sa politique agricole avec les normes les plus élevées de l'Union européenne. Avec l'aide de la FAO, il met au point une stratégie de développement de l'agriculture et des zones rurales. Reconnaisant l'importance de la biodiversité du pays et des techniques de culture écologiquement rationnelles, le Gouvernement a adopté une loi sur la production organique et un plan d'action national connexe pour la période 2012-2017.

61. Le Monténégro est conscient de l'importance de l'investissement dans les petites exploitations agricoles et se félicite du lancement de l'Année internationale de l'agriculture familiale. Si des progrès ont été accomplis dans la réduction de la faim chronique, il n'en reste pas moins qu'il y a encore des mesures à prendre d'urgence pour sortir les plus vulnérables de la faim et de l'extrême pauvreté. Son Gouvernement espère que le programme de développement pour l'après-2015 prendra en considération les questions concernant le développement de l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition de manière responsable et efficace.

62. **M. Chullikatt** (Observateur du Saint-Siège) dit que le développement de l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition doivent être vus sous l'angle des droits de l'homme. La faim est causée par l'exclusion; les politiques agricoles doivent promouvoir l'inclusion, le respect de la dignité et des droits de ceux qui sont en marge de la société et le bien-être des générations présentes et futures. Le droit fondamental à la nourriture est refusé à certains bien que, globalement, la production alimentaire soit suffisante pour nourrir chacun. Il est important d'accroître la production alimentaire mais il est également nécessaire de changer les structures sociales pour manifester plus de solidarité avec les pauvres et les affamés. Le gaspillage dans la production et la distribution de denrées alimentaires est souvent imputable à l'idée qu'il serait plus profitable que de veiller à ce que la nourriture soit distribuée à ceux qui en ont besoin.

63. L'accès à l'alimentation est trop souvent utilisé comme une arme pour surveiller ou asservir les populations plutôt que comme un outil pour construire des communautés pacifiques et prospères. La production alimentaire durable doit commencer au niveau local le plus bas afin d'assurer une participation aussi large que possible de la population au processus de recherche d'une solution à l'insécurité alimentaire.

64. **M. Madiwale** (Observateur de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge) dit que l'ampleur de la faim dans le monde est inacceptable. La croissance seule ne saurait apporter une solution satisfaisante à ses causes profondes complexes et interdépendantes. Étant donné la nécessité de renforcer la résistance des plus vulnérables et d'assurer la résilience des générations futures, les gouvernements doivent faire porter leurs efforts sur trois domaines. Premièrement, ils doivent mieux soutenir les petits producteurs qui produisent 70 % de la nourriture du monde et ont tendance à adopter des pratiques durables, mais qui sont pourtant bien souvent les moins aidés par les politiques nationales et internationales. Ils sont également extrêmement vulnérables aux catastrophes naturelles. Les gouvernements doivent accorder une attention particulière aux petites cultivatrices qui continuent à avoir moins de possibilités d'accès aux ressources que les hommes. Deuxièmement, les programmes de sécurité alimentaire et de nutrition doivent être axés sur les groupes particulièrement vulnérables,

notamment les femmes chefs de ménage, les personnes sans terre et déplacées, les femmes, les enfants, les orphelins, les personnes handicapées et les personnes âgées. Troisièmement, la communauté internationale doit améliorer sa préparation aux crises de sécurité alimentaire, ainsi que la qualité et la rapidité des réponses internationales. Il convient de prendre un certain nombre de mesures, notamment établir un lien entre la préparation des donateurs et les ressources afin d'améliorer les systèmes de prévision et d'alerte rapide, la rapidité des interventions concernant les moyens de subsistance dans les cas d'urgence et le financement de la réduction des risques et de la protection sociale, adopter des stratégies à deux volets répondant aux besoins dans les situations de crise tout en renforçant la résilience à plus long terme et mieux intégrer la sécurité alimentaire et nutritionnelle et la santé dans les situations d'urgence et après des catastrophes.

65. L'insécurité alimentaire n'est pas un problème dans les pays en développement seulement : depuis la crise économique de 2008, les Sociétés nationales de Croix-Rouge en Europe ont enregistré une augmentation de 75 % du nombre de personnes qui dépendent de leur aide alimentaire. Pour répondre aux besoins en matière de sécurité alimentaire à l'avenir, il sera nécessaire de créer des partenariats novateurs. La Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge s'est associée à la FAO pour lutter contre la dégradation des terres et les changements climatiques, dans le cadre de programmes de plantation d'arbres, de gestion durable de l'eau et de réduction des pertes et du gaspillage de denrées alimentaires dans des régions et des communautés hautement vulnérables. L'élaboration du programme de développement pour l'après-2015 offre une occasion historique de mettre un terme à la faim dans une génération; les gouvernements doivent viser haut et adopter une approche « zéro » dans leurs objectifs et cibles futurs.

66. **M. Bleicher** [Fonds international de développement agricole (FIDA)], prenant également la parole au nom de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et du Programme alimentaire mondial (PAM), déclare qu'il est nécessaire d'investir judicieusement dans des systèmes alimentaires solides. La communauté internationale doit changer ses méthodes de production, de commerce et de consommation des

denrées alimentaires afin de faire face à la croissance démographique, à l'augmentation de la demande et aux changements climatiques. Des politiques et des programmes mieux conçus s'imposent pour renforcer la résistance des populations vulnérables aux chocs. Il faut investir davantage pour augmenter la productivité agricole, en particulier celle des petits exploitants, associée à un meilleur accès aux ressources de production et aux marchés. Les plus démunis, en particulier les femmes enceintes pendant la période de 1 000 jours à partir du début de leur grossesse, doivent être assurés d'une alimentation nourrissante. Il reste beaucoup à faire : il est nécessaire de s'attaquer à l'obésité et à l'incidence connexe accrue des maladies non transmissibles et d'autonomiser les femmes qui jouent un rôle capital à l'appui de leurs communautés.

67. Toutefois, il y a de bonnes raisons d'être optimiste. Les institutions ayant leur siège à Rome ont mis en place des programmes et des politiques en vue d'aider les gouvernements à relever les défis de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle à court et à long terme. Elles continuent à apporter un appui aux pays se trouvant dans des situations particulières, notamment par leur engagement à améliorer la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire. Des mouvements tels que le Mouvement pour le renforcement de la nutrition ont créé une dynamique sans précédent afin de réduire la malnutrition chez les enfants. Les institutions ayant leur siège à Rome s'efforcent de veiller à ce que la prochaine Conférence internationale sur la nutrition mobilise la volonté politique nécessaire pour améliorer la nutrition au niveau mondial.

68. Un objectif concernant la sécurité alimentaire et la nutrition doit être inclus dans les objectifs du développement durable. Il est possible d'éliminer l'insécurité alimentaire et la malnutrition en s'engageant à mettre en œuvre l'Initiative Défi « Faim Zéro » et en mettant l'accent sur des pratiques agricoles plus durables dans le programme de développement pour l'après-2015.

La séance est levée à 12 h 50.